

PROVINCES

provinces.union@sonapresse.com

Bitam/Agriculture : des agents recenseurs sur le terrain

ILS ont la mission de collecter des données agricoles, végétales et animales auprès des chefs de quartiers et de villages.

E. EBANG MVE
Bitam/Gabon

DANS sa mission de relance des activités de collecte des données agricoles à travers l'ensemble du pays - ces actions sont fortement impactées par la pandémie de coronavirus -, le ministère de l'Agriculture vient de dépêcher ses agents dans les départements du Ntem (Bitam) et du Woleu (Oyem). Une campagne qui s'inscrit dans le cadre du projet de Recensement général de l'agriculture (RGA).

Ce projet, a-t-on appris, a pour but de doter la République gabonaise d'un système intégré de statistiques agricoles capable d'aider à la conception et à la définition des politiques adaptées et efficaces. La première phase des opérations de collecte des données de ce projet a été lancée le 8 novembre 2019 dans tout le pays.

Pour cette seconde étape, les agents ont 9 jours pour collecter des données statistiques auprès des ménages agricoles, sur la production végétale et animale ; les caractéristiques de l'exploitation ; les types de villages, les infrastructures de base (routes, eau et électricité), les infrastructures scolaires, socio-sanitaires, socio-économiques, les réseaux de communication, etc.

Ces opérations ont été lancées auprès des chefs de villages du Ntem (Bitam), notamment à Okok, qui abrite la plantation d'Olam Rubber. Pour le chef de mission, Jean Bruce MOUNGUENGUI, ce projet vient à point nommé car, "le dernier recensement de l'agriculture au Gabon remonte à 1973".

Non sans ajouter: " les données statistiques agricoles actuelles sont faibles, non satisfaisantes et inexploitable. Il y a une réelle difficulté à évaluer les récoltes des saisons agricoles au Gabon. D'où le besoin d'actualisation en données pour formuler de nouvelles politiques agricoles". Le directeur provincial de l'Agriculture, Louis Clotaire Ngonnga Pambou, a précisé que le RGA vise à améliorer la production et la diffusion des statistiques agricoles, en vue de répondre aux besoins en données pour le pilotage et/ou le suivi du Plan stratégique Gabon émergent à l'horizon 2025, et des Objectifs de développement durable (ODD).

Ces opérations de RGA se sont poursuivies dans les villes de Bitam, d'Oyem et dans le département du Woleu.



Les agents du ministère de l'Agriculture à l'étape de Bitam.

Photo: PME

Port-Gentil : le plan d'adaptation aux changements climatiques en examen

René AKONE DZOPE
Port-Gentil/Gabon

Le Conseil départemental de Bendjé (CDB) vient d'abriter une rencontre regroupant les techniciens de l'administration, les opérateurs économiques, les acteurs locaux, la société civile et les personnes-ressources. Objectif : évaluer l'avancement des réflexions autour du projet Plan national d'adaptation aux changements climatiques (PNACC). L'enjeu aujourd'hui, selon le président du CDB, Barrys Ogoula Olingo, en ouvrant la séance, est tel qu'il y a lieu d'être "très vigilant" et proactif sur les conséquences du changement climatique à Port-Gentil, et dans les départements de Bendjé et d'Etimboué. "Nous savons tous que l'île Mandji est particuliè-

rement sensible à l'élévation du niveau de la mer, aux effets de l'érosion côtière et aux inondations", a-t-il souligné.

L'invitation du président du Conseil de Bendjé, a expliqué le coordonnateur du projet, Magloire Desiré MOUNGAGA, était de faire en sorte que tous les acteurs adhèrent aux différentes feuilles de route proposées avec leur assentiment, de sorte qu'on oriente au mieux ce plan. "Les gens subissent de façon récurrente des inondations et les effets de l'avancée de la mer. Ils interrompent les chemins de l'eau par des constructions anarchiques, occasionnant de graves problèmes auxquels nous devons (...) réfléchir", a-t-il concédé.

Pour lui, le plan philippin peut être réactualisé en augmentant le calibre des canaux existants



Vue des participants conviés par le président du Conseil départemental de Bendjé.

Photo: Julie Nguimbi

et en créant des canaux secondaires et subsidiaires, de sorte que toutes les eaux pluviales puissent être canalisées.

Il faut dire que dans le cadre d'un partenariat avec le Fonds vert pour le climat, le Gabon a démarré les travaux d'élabora-

tion de sa stratégie nationale d'adaptation qui vise, indique-t-on, à combler l'absence des données scientifiques en la matière, à mettre en place un système de suivi climatique et à proposer des politiques et projets pour les vulnérabilités du pays.